

# LE MANÈGE FACE à un audit financier

► Le Setca ne décolère pas et réclamera un audit financier de l'institution culturelle

► Depuis l'annonce du licenciement de 19 personnes au sein de l'institution culturelle montoise, Le Manège. Mons, les tensions post-2015 se multiplient. Hier après-midi, par communiqué, le Setca s'est montré agacé et a annoncé qu'il demanderait, lors du prochain conseil d'entreprise du Manège, qu'un audit financier soit réalisé.

**LE SYNDICAT** voit rouge écarlate et se dit prêt à ruer dans les brancards. La nouvelle fait déjà grincer les dents. Il faut écrire que de l'huile a été mise sur le feu lors du dernier conseil communal de Mons où le MR a, publiquement, dénoncé des indemnités de départs (s'élevant à 400.000 euros) octroyées à l'un des directeurs récemment éjectés du Manège.

"Il n'a pas fallu longtemps pour que le monde politique local rentre en scène dans le dossier du Manège. Malheureusement, non pas pour évoquer les 19 licenciements et soutenir l'institution mais bien pour flinguer l'un ou l'autre, permettant ainsi de se mettre en avant", déplore Patrick Salvi du Setca.

"Bien entendu que dans le dossier du Manège, il y a des responsabilités à épingle. Mais aujourd'hui, l'heure n'est plus au constat, il s'agit de bien analyser la situation et de prendre les bonnes mesures afin de pérenniser l'institution, sans quoi nous ne se-

rons pas à l'abri d'une probable et future vague de licenciements."

Lors du conseil communal, plusieurs groupes politiques, notamment le MR, réclamaient d'ailleurs qu'un audit interne de gestion soit réalisé au sein du bras culturel de Mons. Les débats houleux entre les conseillers communaux n'ont d'ailleurs pas apaisé les craintes quant à l'avenir du Manège.

"Nous ne voyons toujours pas très clair quant à la situation financière du Manège du moins sur les postes liés aux charges", précise Patrick Salvi. "Aussi, nous maintenons qu'il aurait été possible d'éviter ces 19 licenciements si l'on s'était attaqué à d'autres éléments que ceux liés aux postes 'charges salariales'." Le conseil d'entreprise du manège devra donc étudier la possibilité de réaliser un audit financier quant à sa structure.

**DANS UN SECOND TEMPS**, le syndicat appelle aussi les élus politiques à une certaine unité dans cette turbulence post-2015. "Nous les invitons à faire front et à intervenir dans les différents niveaux de pouvoir afin de soutenir l'Institution et ses 90 emplois." Si la transparence est assurée par la nouvelle direction générale, répondre favorablement à cette demande de clarté serait sans doute un geste fort qui apaiserait, un temps, les esprits.

C. TI.

**"Nous ne serons pas à l'abri d'une probable et future vague de licenciements."**